



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3067

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Chantal Robin-Rodrigo, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Monsieur le Premier ministre, il semble qu'à l'heure actuelle votre unique préoccupation soit de réformer, voire de supprimer l'impôt de solidarité sur la fortune. Ainsi, 300 000 Français les plus aisés pourraient en profiter. Votre politique est en total décalage avec le quotidien de millions de Français : bien sûr les six millions de chômeurs et de Français précaires, mais je veux parler aussi de ceux qui se lèvent tôt, qui travaillent dur, à savoir les 11 % de nos concitoyens payés au SMIC, auxquels s'ajoutent environ 17 % de travailleurs à temps partiel. Ce sont donc 30 % de Françaises et de Français qui, après une revalorisation de 1,6 % au 1er janvier, perçoivent un revenu net mensuel de 1 070 euros par mois.

Et, aujourd'hui, que subissent-ils ? Une nouvelle hausse du prix du gaz, de 5 %, soit une augmentation de 20 % en un an, celle de l'électricité, l'envolée des prix alimentaires, la flambée des cours du pétrole et la hausse des prix à la pompe, l'augmentation des assurances habitation et automobile de 5 %, la hausse des compléments santé et celle du forfait hospitalier, la hausse de 2,5 % des loyers. Voilà la réalité que vivent des millions de Français (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*) qui, dès le 20 de chaque mois, ont des découverts bancaires, paient des agios et doivent souvent choisir entre se soigner et se chauffer. Cette situation est insupportable. Une augmentation de leur salaire s'impose ! Ce sont des travailleurs qui vivent dans la précarité et ne peuvent plus faire face aux besoins essentiels de leur famille.

Monsieur le Premier ministre, ne croyez-vous pas qu'il serait temps de vous intéresser en priorité à leur situation ? Au moment où les entreprises du CAC 40 affichent des profits records - 82 milliards d'euros en 2010 - quelles mesures urgentes allez-vous prendre pour qu'ils puissent, enfin, faire face à toutes ces augmentations ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Frédéric Lefebvre, secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation.

M. Maxime Gremetz. Il ne connaît rien à la question !

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation*. Madame Chantal Robin-Rodrigo, après Mme Delaunay, vous soulevez la question du pouvoir d'achat. Je voudrais en profiter pour donner des chiffres, parce qu'il faut dire ce qu'est la réalité. Le pouvoir d'achat a augmenté de plus de 3 % en 2007.

M. Michel Issindou. Allez le dire aux Français !

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État*. Alors que la crise sévissait et que le pouvoir d'achat se dégradait dans la plupart des pays européens, il a continué d'augmenter en France, de 1,6 % en 2009 et de 1,4 % en 2010. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Depuis le premier semestre 2011, il a encore augmenté de 1,6 %. Vous l'avez dit, les Français modestes souffrent évidemment plus que les autres. C'est la raison pour laquelle notre gouvernement multiplie les actions.

M. Maxime Gremetz. Oh là là ! Les augmentations !

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État*. S'agissant de l'énergie, M. Éric Besson a décidé d'augmenter de 20 % le rabais pour le tarif social du gaz, j'y ai précédemment fait allusion.

M. Maxime Gremetz. Et le prix de l'essence ? C'est 80 % dans les caisses de l'État !

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État*. J'ai signé avec Éric Besson et avec les opérateurs du mobile un tarif social du mobile. Nous allons nous mettre autour de la table pour décider d'un tarif social pour l'internet. Vous avez parlé des produits alimentaires. Là encore, je négocie actuellement avec les distributeurs des " paniers de première nécessité " pour que les Françaises et les Français puissent consommer des produits de qualité à des prix abordables.

M. Maxime Gremetz. Et l'augmentation des salaires ?

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État*. Vous le constatez, en cette matière comme en beaucoup d'autres, il y a ceux qui parlent et ceux qui agissent. Nous avons résolument choisi de nous situer du côté de ceux qui agissent ! (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3067

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Commerce, artisanat, PME, tourisme, services et consommation

Ministère attributaire : Commerce, artisanat, PME, tourisme, services et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 mars 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 10 mars 2011